

Bornéo, un nouveau projet de loi menace la survie de ce qui reste de la forêt tropicale.

JAKARTA - Les législateurs indonésiens sont résolus à adopter une nouvelle législation en 2018 favorisant l'industrie de l'huile de palme. Les militants écologiques et une partie de l'exécutif du gouvernement s'y opposent encore.

Traduction de l'article paru dans news.mongabay.com (janvier 2018)

<https://news.mongabay.com/2018/01/indonesian-parliament-pushes-for-passage-of-palm-oil-legislation-this-year/>

Les législateurs indonésiens ont donné la priorité aux délibérations d'un projet de loi réglementant l'industrie de l'huile de palme dans le pays, espérant la faire adopter cette année.

Dans sa forme actuelle, le projet de loi entre en conflit avec les mesures récemment adoptées par le gouvernement pour protéger les tourbières, un point que les législateurs ont reconnu devoir être résolu.

Alors que ses partisans disent que le projet de loi est nécessaire pour protéger l'industrie, citant une conspiration occidentale contre l'huile de palme indonésienne, les défenseurs de l'environnement affirment qu'elle fera peu pour remédier aux maux attribués à l'industrie.

Les groupes environnementaux préviennent que le projet de loi, dans sa forme actuelle, favorise les grandes entreprises aux dépens des petits exploitants et des communautés rurales et autochtones. Une critique clé est qu'il prône le défrichement des tourbières pour les plantations - une position en désaccord avec l'administration du président Joko "Jokowi" Widodo, qui a déployé des mesures pour protéger les zones tourbeuses.

Ces mesures, introduites à la suite de feux de terre massifs en 2015 qui ont recouvert une grande partie de la région dans une brume étouffante pendant des mois, obligent les entreprises ayant des concessions foncières à chevaucher des tourbières à conserver et restaurer ces zones. Le drainage à grande échelle de marécages tourbeux riches en carbone par des planteurs de palmiers à huile et de bois à pâte rend la terre très combustible et le brûlage annuel a fait de l'Indonésie l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde.

Les législateurs qui appuient le projet de loi semblent reconnaître le problème, mais insistent sur le fait que la croissance économique doit être une priorité.

"Ce sont des régions qui doivent être protégées", a déclaré M. Hamdani, un député du parti Nasdem, qui siège à la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi. Il a ajouté que l'article proposé impliquant que les compagnies d'huile de palme avaient le droit de planter des tourbières "doit être changé".

Néanmoins, Hamdani, dont la circonscription couvre le centre de Kalimantan, une province qui abrite de vastes étendues de plantations de palmiers à huile, a déclaré que la législation favoriserait la croissance économique. Il a dit qu'il espérait qu'il pourrait être adopté avant Septembre 2019, quand une nouvelle génération de législateurs prend ses fonctions.

"Ce projet de loi sert l'intérêt public", a déclaré Hamdhani, qui, comme beaucoup d'Indonésiens, ne porte qu'un seul nom.

Cependant, les hauts fonctionnaires de l'administration voient les choses différemment. Darmin Nasution, le ministre coordinateur de l'économie, a mis en doute la nécessité de la nouvelle législation.

"Sur la base d'une étude approfondie que nous avons réalisée, et après consultation avec les parties prenantes, le gouvernement a conclu que le projet de loi n'était pas encore nécessaire", a-t-il déclaré lors d'une audition parlementaire en juillet dernier.

Le projet de loi sur l'huile de palme a été inclus dans le dossier législatif du Parlement pour 2018, après avoir reçu le même traitement l'année dernière. (Le fait qu'il n'ait pas réussi à passer en 2017 en dépit d'être une «priorité» n'est pas inhabituel, le Parlement n'atteint généralement qu'une fraction de l'objectif législatif qu'il se fixe chaque année.)

Le fait que cette décision ait été une priorité à la lumière des craintes de l'administration a laissé ses détracteurs "surpris et confus", a déclaré Maryo Saputra, chef de campagne à Sawit Watch, une ONG qui surveille l'industrie de l'huile de palme.

Firman Soebagyo, du parti Golkar, soutient que l'industrie de l'huile de palme en Indonésie sera soustraite à l'intervention étrangère, arguant que les acteurs occidentaux sont derrière une campagne de dénigrement destinée à stimuler leurs propres industries du soja et du colza. C'est le même thème adopté par l'Association indonésienne de l'huile de palme, connue sous le nom de GAPKI, qui parle souvent d'une conspiration par des intérêts pétroliers étrangers pour saper l'industrie indonésienne de l'huile de palme.

Unis à l'autre extrémité du débat sont les ONG environnementales de l'Indonésie, qui mettent en garde que le projet de loi bénéficiera les grandes entreprises qui dominent l'industrie. Ils disent aussi qu'il ne fera pas grand-chose pour s'attaquer aux vrais problèmes dans l'industrie, y compris l'accaparement des terres indigènes, ou le manquement généralisé des entreprises à fournir aux communautés locales des petites exploitations tel que requis par la loi.

Andi Muttaqien, directeur adjoint de l'Institut pour la recherche politique et le plaidoyer, ou ELSAM, dit que les voix critiques sont exclues des audiences publiques sur le projet de loi, au cours de laquelle des groupes extérieurs sont censés être invités par les législateurs.

"Chaque année, le projet de loi est toujours inclus dans la liste des priorités législatives", a déclaré Andi. "Mais chaque fois qu'il y a une audience publique, la réunion n'implique pas beaucoup de parties prenantes."

Des consultations publiques sont en cours dans certaines régions. Mais Andi a dit que cela en soi était problématique, car cela donnerait plus de poids aux points de vue des entreprises et des fonctionnaires locaux - qui ont historiquement pris le parti des intérêts des compagnies d'huile de palme - par rapport à ceux des citoyens ordinaires. Cela sape également le travail qui est fait pour «harmoniser» le projet de loi - une partie du processus législatif pour s'assurer que le projet de loi ne se chevauche pas ou n'est pas en conflit avec les lois, les règlements ou les règlements régionaux en vigueur.

"Même si le projet de loi est dans la période d'harmonisation, le corps législatif continue à mener des consultations publiques dans certaines régions", a déclaré M. Andi, ajoutant qu'il était important que l'harmonisation soit achevée avant le début des consultations régionales.

«Nous craignons que lorsque le projet de loi franchira la prochaine étape, qui est celle des audiences publiques, il aura déjà obtenu beaucoup de soutien du niveau régional», a-t-il déclaré.